

Saint-Ghislain: sensibiliser la population à la pollution intérieure

La pollution dans les logements est souvent plus importante que ne le soupçonnent leurs habitants. La ville de Saint-Ghislain a mené une action de sensibilisation à ce sujet.

> Jean-Paul Vankeerberghen

Nous passons, pour la plupart, de 60% à 90% de notre vie à l'intérieur de bâtiments. Mais nous sommes rarement conscients que les risques liés des pollutions domestiques sont loin d'être négligeables.

Ayant pris conscience de ce problème, la ville de Saint-Ghislain (Hainaut) a entrepris une vaste action de sensibilisation des habitants de la commune aux risques environnementaux liés à l'habitat. *"La problématique du bien-être familial passe tout naturellement par un logement, mais pas n'importe lequel, explique l'échevin de la Santé et du Logement. Il faut un logement sain et de qualité, associé à une hygiène de vie. C'est pourquoi nous avons lancé un pro-*

gramme de lutte contre les pollutions intérieures et les pathologies associées. Il n'était pas question de céder à un quelconque phénomène de mode, mais plutôt de faire comprendre au citoyen combien la méconnaissance de son environnement direct peut lui être nuisible. Ce programme fut, par la suite, retenu comme projet pilote par la Communauté française."

Le projet est né d'une enquête menée en 2000 par le Centre local de promotion de la santé des arrondissements de Mons et de Soignies (CLPS) et par le Centre d'enseignement et de recherche pour l'éducation à la santé (CERES), de l'Université de Liège. Cette enquête avait pour objectif d'identifier les actions déjà menées et les possibilités d'action dans le domaine de la promotion de la santé au niveau communal. Le CLPS et le CERES proposaient d'accompagner les mandataires communaux dans cette démarche.

Un mini-réseau local

La ville de Saint-Ghislain a demandé l'appui de ces deux centres pour la mise en œuvre d'une politique de communication en matière de pollution intérieure.

Cette démarche a mené à la constitution d'un groupe de travail réunissant le CLPS, le CERES et le Service d'aménagement du territoire de la ville, en vue de débayer le terrain et d'analyser la situation locale.

Cette analyse s'est déroulée en y associant tous les secteurs de l'administration communale. Cette intersectorialité municipale a été complétée par une collaboration avec les professionnels de la santé, en particulier avec les médecins généralistes de l'entité. *"Grâce à une méthodologie rigoureuse, nous avons ainsi pu construire un véritable mini-réseau local au sein duquel ont travaillé une trentaine de personnes",* précise l'échevin.

Au terme de la phase d'analyse, qui comportait notamment un questionnaire à l'attention des médecins généralistes, un plan de communication a progressivement été élaboré. Il visait trois types de publics cibles:

- les personnes qui, par leur comportement, peuvent réduire la présence de polluants dans les habitations (habitants, aides familiales, personnes ayant autorité sur les enfants);
- les personnes qui, par leurs conseils,

peuvent faciliter le changement parmi les publics cibles primaires (médecins généralistes ou spécialistes, CPAS, responsables des logements sociaux, enseignants);

- les personnes ou institutions pouvant faciliter la communication sur le thème de la prévention (commune, CLPS, CERES, structures d'aide en promotion de la santé).

Passer par des relais

Dans le cadre de cette stratégie, la ville a organisé en avril 2002 un symposium pour sensibiliser les médecins généralistes et les responsables des sociétés de logements sociaux. Ils ont pu y prendre connaissance des résultats du questionnaire et suivre les exposés d'experts de la pollution intérieure et des pathologies associées.

Le premier objectif du programme était de perfectionner la collaboration entre l'administration communale et les acteurs locaux que sont les médecins généralistes, les responsables de sociétés de logements sociaux, le CPAS, les services socio-sanitaires (ONE, Centre de santé, planning familial, associations) et les enseignants.

Il s'agissait de faire jouer un rôle de relais de l'information par les professionnels de la santé, du social et de l'éducation, en vue de prévenir et de traiter les polluants intérieurs ciblés: les acariens, les allergènes émis par les animaux domestiques, les pesticides, la fumée du tabac (inhalée passivement), le monoxyde de carbone (CO), l'humidité et les moisissures. Un septième polluant, le bruit, a été ajouté à la demande des médecins de l'entité.

Le but était d'arriver à améliorer les comportements individuels des locataires et des propriétaires, de manière à atténuer l'incidence et la prévalence des affections dues à la pollution intérieure. L'objectif final était d'accroître la qualité de vie dans les habitations.

Ma maison, ma santé

Pour informer et sensibiliser les intervenants de proximité (aides familiales, travailleurs médico-sociaux...), la ville a organisé des journées intersectorielles sur le thème de la pollution intérieure. Puis, pendant un an, elle a diffusé auprès des habitants des dépliants d'information (une brochure générale et une fiche par polluant). Cette diffusion a été complétée par des séances d'information sur le thème: "Ma maison, ma santé". ■

Une initiative de l'asbl Santé, Communauté, Participation, avec le soutien du ministère de la Santé de la Communauté française.